

# Déclaration du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale

Images terribles que celles de centaines de morts, de milliers de blessés, de destructions massives d'habitations et d'infrastructures civiles qui provoquent l'effroi. Tapis de bombes ! Civils abattus dans les rues ! Et maintenant l'annonce par l'armée israélienne du siège total de Gaza (plus d'électricité, plus d'eau, plus d'entrée de produits alimentaires). Images de guerre !

La IV<sup>e</sup> Internationale est totalement solidaire des travailleurs et des peuples, qui se retrouvent des deux côtés d'une ligne de front, qui sont – comme dans toutes les guerres, comme c'est le cas actuellement en Ukraine – les principales victimes des agissements de ceux dont le seul but est de défendre l'ordre impérialiste. Depuis la partition de la Palestine en 1948, décidée par l'Onu (et la création sur cette base de l'Etat d'Israël et qui a provoqué l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens de leur maison et de leur terre), c'est une spirale ininterrompue de violences.

Il y a trente ans, en 1993, l'impérialisme américain a imposé aux dirigeants israéliens et aux dirigeants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) un prétendu plan de « paix », baptisé « accord d'Oslo ».

En septembre 1993, la IV<sup>e</sup> Internationale dans une déclaration alertait : « Les dirigeants américains ont fixé la tâche pour les deux parties. Au Conseil palestinien, la police et la répression intérieure ; aux troupes israéliennes, le bouclage de ces ghettos. (...) »

Avec la nouvelle partition, ce que l'accord cherche à réaliser, c'est à diviser ce peuple, à briser sa longue lutte de résistance, ce qui n'a pu être fait jusqu'à présent malgré la terreur. Sous contrôle américain, avec le soutien direct ou la collaboration de tous les régimes de la

région, cet accord légitime et renforce le démembrement du peuple et de la nation palestinienne. Car peut-il y avoir une fin de l'oppression et un pas vers l'indépendance nationale sans le droit au retour ? Les accords signés excluent explicitement le droit au retour pour les millions de Palestiniens chassés de leur pays en 1948. (...) »

La nouvelle partition qui s'opère en Palestine, à travers l'option Gaza et Jéricho, en prépare d'autres où, sous contrôle de l'Onu, bras armé de l'impérialisme américain, se prépare la constitution de nouvelles « réserves » dans lesquelles on va parquer d'autres fractions du peuple palestinien, dans des prétendues zones humanitaires réservées, « protégées » par l'Onu. (...) Rappelons la base du mouvement national palestinien lorsqu'il s'était constitué en 1964. Il avait adopté sa Charte qui disait : « Le mouvement de libération palestinien déclare solennellement que l'objectif final de cette lutte réside dans la restauration de l'Etat démocratique et indépendant de la Palestine où tous les citoyens, quelles que soient leur race et leur religion, jouiront de droits égaux. »

En 1970, le II<sup>e</sup> Congrès mondial sur la Palestine organisé par le Mouvement national palestinien déclarait : « Tous les juifs, musulmans et chrétiens auront droit à la citoyenneté palestinienne. (...) »

Parce que cet accord est fondé sur la partition, sur l'éclatement, sur la négation des droits des peuples, sur l'oppression et la négation de la démocratie, il crée toutes les conditions pour de nouveaux affrontements, de nouvelles guerres, de nouveaux massacres. (...) C'est en 1947-1948 que Truman et Staline, avec le soutien de l'Internationale socialiste, ont décidé la partition de la Palestine. Les faits l'ont démontré : cette

## Le territoire de la Palestine depuis 1948

■ Implantations juives en Palestine mandataire

■ Territoires palestiniens

■ Territoires palestiniens sous contrôle civil et militaire israélien



partition a entraîné un demi-siècle de guerres, de massacres et d'oppression. Pour sa part, la IV<sup>e</sup> Internationale, dès novembre 1947, écrivait : « Le vote de l'Onu n'a été qu'une formalité après l'accord des trois grands. Le partage de la Palestine était virtuellement un fait accompli. La position de la IV<sup>e</sup> Internationale face au problème palestinien reste claire et nette comme auparavant. Elle sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante ». (...) A l'heure où l'accord signé entre la direction de l'OLP et l'Etat d'Israël annonce, sans aucun doute, de nouvelles épreuves pour le peuple palestinien et pour tous les peuples de la région, il apparaît nettement que le chemin de la paix ne saurait différer du chemin de la démocratie, c'est-à-

dire du droit de tous les peuples à vivre libres sur leur terre, à commencer par le droit du peuple palestinien au retour et à l'indépendance nationale, telle est la seule voie réaliste.

Aujourd'hui, plus que jamais, la paix au Proche-Orient, c'est un seul Etat laïque et démocratique, une seule Palestine laïque et démocratique, se constituant dans l'égalité de ses composantes arabe et juive sur tout le territoire de la Palestine. » (1)

Trente ans plus tard, ce qui était écrit à l'époque dans cette déclaration s'est réalisé : depuis lors c'est un cycle de violences, de répression, d'arrestations, de bombes tuant des civils qui n'ont pas cessé ; du blocus de Gaza en passant par l'expulsion de familles et la destruction de leurs habitations, l'expropriation de leur terre et des

persécutions sans fin, engendrant des soulèvements (les Intifada) du peuple palestinien mais aussi des fractures dans la société israélienne.

Pour la IV<sup>e</sup> Internationale il faut mettre un terme à cette spirale de violence meurtrière. Dans cette situation difficile et sombre, il y a une lueur d'espoir, celle de ces Palestiniens et de ces Juifs israéliens qui ensemble ont lancé un appel et impulsé une « campagne pour Un seul Etat », dans lequel pourront vivre à égalité Juifs et Arabes. C'est la seule voie pour ne pas sombrer définitivement dans l'abîme de la barbarie.

Le 9 octobre ■

(1) L'intégralité de cette déclaration est reproduite dans le dernier numéro de *La Vérité* n° 113.

## Lu dans la presse

### « Nous combattons des animaux »

(Le ministre de la Défense israélienne)

Huffingtonpost, 10 octobre

« Pas d'électricité, pas de nourriture, pas de gaz, tout est fermé », a déclaré le ministre de la Défense israélienne, les autorités confirmant quelques minutes plus tard l'arrêt de

l'approvisionnement en eau de la bande de Gaza.

Et Yoav Galant de se justifier en employant une formule choquante : « Nous combattons des animaux et nous agissons en conséquence. » (...) »

Minée par la pauvreté et le chômage, la bande de Gaza, territoire exigu où vivent entassés 2,3 millions de Palestiniens, est dépourvue de ressources naturelles.

Les habitants y souffrent d'une pénurie chronique d'eau et de carburant. Plus des deux tiers de la population dépendent de l'aide humanitaire, et autant de Gazaouis vivent sous le seuil de pauvreté. »

### « Nous n'avons pas d'autres endroits où aller »

Franceinfo, 10 octobre

« Maha Hussein : « C'est ironique et blessant d'entendre Benjamin Netanyahu dire aux Gazaouis de fuir leurs maisons. Nous n'avons pas d'autre endroit où aller, et il n'y a aucun endroit sécurisé à Gaza. Contrairement à Israël, nous n'avons pas d'abris anti-aériens », dénonce-t-elle. (...) Ahmed poursuit : « Israël a colonisé notre terre.

Les Israéliens ont contraint une partie de notre peuple palestinien à l'exil, une autre partie vit marginalisée, et une autre partie encore est ici à Gaza, sous blocus... »

On vit comme des bêtes. Certains d'entre nous sont devenus des monstres. Et lorsque ces monstres s'attaquent à leur créateur, on se demande pourquoi ? Ensuite, ils nous qualifient de terroristes, de tueurs d'enfants et de civils », dénonce Ahmed. (...) « C'est l'occupation et l'injustice qui génèrent toutes ces violences, explique le jeune homme. Ils disent que la terre ici n'appartient pas aux Palestiniens. Soit. C'est la terre sacrée des enfants d'Israël. Dieu lui-même leur a ordonné d'y vivre. Et nous alors ? On est

bons à jeter ? On ne pourrait pas tous vivre ici ensemble, en paix ? » »

### 95 % de l'eau à Gaza n'est pas potable

Franceinfo, 10 octobre

« L'enclave palestinienne, sous un strict blocus depuis 16 ans, voit sa situation s'aggraver drastiquement par l'annonce d'un « siège complet » par les autorités israéliennes. « Il n'y a pas d'eau au robinet. On n'a qu'une heure dans le meilleur des cas, mais ce n'est pas suffisant pour remplir les citernes. Les compagnies de désalinisation d'eau ne travaillent plus parce qu'il n'y a pas de sécurité. On ne peut pas faire circuler les camions pour acheter de l'eau. (...) Alors que 95 % de l'eau n'est pas potable à Gaza, difficile ces

jours-ci d'acheter les quelques litres d'eau désalinisée qui restent. Sans courant, le traitement des eaux usées ne fonctionne plus, tout comme les pompes à eau pour remplir les réservoirs. Jusqu'à présent, les Gazaouis avaient, dans le meilleur des cas, six à huit heures d'électricité par jour. Désormais, c'est entre deux et trois. Des coupures qui les isolent du reste du monde. A Gaza, l'unique centrale électrique ne peut plus fournir les habitants et il manque déjà du fioul pour alimenter les générateurs. Mohamed Abu Selmiyeh, directeur d'un hôpital pédiatrique, s'inquiète pour les milliers de blessés. « Cela aura bien sûr de graves répercussions sur la situation sanitaire, notamment dans les situations d'urgence. »

# Palestine

## Près de 80 ans de spirale de la violence

**1948 : les Palestiniens désignent la création de l'Etat d'Israël comme la « Nakba », c'est-à-dire la catastrophe.** En quelques mois, plus de 800 000 Palestiniens sont expulsés et plus de 500 villages seront détruits. Plusieurs massacres sont attestés par les historiens israéliens, comme à Tantoura, à Deir Yassin. Environ 150 000 Palestiniens, notamment en Galilée, parviennent à rester à l'intérieur de ce qui devient l'Etat d'Israël.

**1967 : guerre des Six Jours** et conquête militaire par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

**Septembre 1970 : l'armée jordanienne rase les camps de réfugiés palestiniens** et massacre plus de 20 000 Palestiniens. Les combattants palestiniens se réfugient au Liban.

**Entre 1967 et 2005, l'Etat d'Israël occupe militairement la bande de Gaza.** Jusqu'à 2 500 colons israéliens s'installent dans des implantations qui représentent 30 % du territoire et où chaque colon a droit à 27 000 m<sup>3</sup> d'eau par an contre 200 m<sup>3</sup> à chaque Palestinien. La bande de Gaza, dont la population est très majoritairement constituée de réfugiés expulsés en 1948, devient le territoire le plus densément peuplé du monde. En 2005, l'Etat israélien estime que la protection des colons devient trop compliquée et en ordonne l'évacuation.

En 2006, le Hamas gagne les élections législatives de l'Autorité palestinienne avec 43 % des voix contre 40 % pour le Fatah de Yasser Arafat. Le Hamas chasse le Fatah des postes de commandement à Gaza, parce qu'il soupçonne ce dernier de préparer une opération contre lui. A partir de là est organisé un blocus total de la bande de Gaza. Ce blocus par la terre, les airs, la mer est organisé conjointement avec l'Egypte. La bande de Gaza a été qualifiée de plus grande prison à ciel ouvert du monde. En 15 ans, la population de la bande de Gaza a subi six opérations militaires israéliennes massives, détruisant à chaque fois des infrastructures civiles, hôpitaux, écoles... (on compte plus de 400 morts en 2006, 1 300 pendant l'hiver 2008-2009, 160 en 2012, 2 100 en 2014, près de 300 en 2021 et plusieurs dizaines au printemps 2023). Depuis 17 ans, les conditions d'existence des Palestiniens, marquées par une aggravation constante de la pauvreté, n'ont cessé de se détériorer. De mars 2018 à août 2019, la jeunesse de Gaza, qui se



Les débris de bâtiments détruits après une frappe aérienne israélienne dans la ville de Gaza, le 9 octobre.

structure dans des comités populaires unitaires, organise une « grande marche pour le retour », tous les samedis. Cette initiative voit chaque semaine des milliers de manifestants se diriger pacifiquement vers les grillages de barbelés israéliens qui marquent la frontière avec l'Etat d'Israël. Les snipers israéliens ont l'ordre de tirer dans les jambes des manifestants. On compte dans cette période plus de 200 morts parmi les manifestants et 4 000 blessés, dont de nombreux mutilés.

**1976 : la Journée de la terre.** A la suite de la décision prise par les autorités israéliennes de confisquer plusieurs milliers d'hectares de terres possédées par des Palestiniens en Galilée, un mot d'ordre de grève générale est lancé le 30 mars. Les manifestations qui s'ensuivent sont réprimées par l'armée israélienne. Six Palestiniens « citoyens israéliens » sont tués, il y a une centaine de blessés et on compte des centaines d'arrestations.

**6 juin 1982 : à la suite du soulèvement de fin 1981 à mai 1982 en Cisjordanie et à Gaza, l'armée israélienne attaque le Liban pour « anéantir les bases terroristes ».** En août, la direction de l'OLP quitte Beyrouth pour s'installer en Tunisie.

**16-18 septembre 1982 : les milices chrétiennes fascistes libanaises massacrent 2 000 Palestiniens** dans les camps de Sabra et Chatila, sous la protection de l'armée israélienne.

**9 décembre 1987 : déclenchement de la première Intifada,** qui s'organise à travers des comités populaires. Le soulèvement contre l'emprise coloniale et les exactions des colons est massif. La jeunesse palestinienne lance des pierres contre les soldats. Ces derniers reçoivent l'ordre du Premier ministre Yitzhak Rabin de briser les membres des lanceurs de pierres palestiniens. Grève générale, mobilisation, résistance acharnée : l'armée israélienne, équipée pour mener des opérations lourdes, ne parvient pas à écraser le soulèvement populaire, qui touche également les Palestiniens de l'intérieur de l'Etat d'Israël.

**1993 : signature des accords d'Oslo,** après des négociations qui s'étendent sur plusieurs années. Les accords d'Oslo partagent les territoires occupés de Cisjordanie en trois zones (une zone A qui comprend les grandes villes palestiniennes, une zone B qui confine les villages palestiniens et qui aujourd'hui représente moins de 20 % de la superficie totale de la Cisjorda-

nie, contrôlée par l'Autorité palestinienne et l'armée d'occupation, et une zone C réservée exclusivement aux implantations coloniales israéliennes qui ne cesse de s'étendre). Ces accords sont préparés et conçus pour suppléer l'armée israélienne d'occupation qui ne parvient pas à écraser l'Intifada. Toute l'histoire de l'Autorité palestinienne est marquée par des mesures de contrôle, de répression contre les revendications palestiniennes indépendantes et ceux qui les portent.

**Octobre 2000 : déclenchement de la seconde Intifada.** Ariel Sharon, accompagné de centaines de soldats israéliens, se rend sur al-Haram al-Sharif (Le mont du Temple) à Jérusalem. Ce lieu abrite la mosquée al-Aqsa (dont le dôme doré est une vue classique de la ville). Cette venue, qui rompt un accord sur la préservation des lieux saints, est présentée à juste

titre comme une provocation par les Palestiniens, qui manifestent pour empêcher le passage de Sharon. L'armée réplique violemment. Dans un contexte de grandes tensions en Cisjordanie, la provocation de Sharon est considérée comme le facteur déclenchant de la seconde Intifada. A la suite de la découverte d'une livraison d'armes vers les territoires occupés, l'écrivain israélien David Grossman écrit en janvier 2002 : « Quelle preuve cela apporte-t-il ? La preuve que si vous opprimez un peuple pendant 35 ans, si vous humiliez ses chefs, si vous persécutez sa population, si vous ne lui donnez aucune lueur d'espoir, les membres de ce peuple essaieront de se faire entendre comme ils peuvent ? Et nous-mêmes, nous conduirions-nous différemment dans une telle situation ? »

Les conditions d'existence des Palestiniens de Cisjordanie, soumis à des interventions militaires régulières et à la brutalité des colons, n'ont cessé de s'aggraver depuis la mise en place du nouveau gouvernement Netanyahu en décembre dernier avec des ministres ouvertement racistes et fascistes issus des colonies. On ne compte pas un jour sans une incursion militaire dans les camps, des enlèvements et incarcérations arbitraires de Palestiniens, essentiellement de jeunes, des destructions de récolte, des attaques contre les villages dont certaines ont pris la forme de pogroms (mot qui désignait les attaques contre les villages juifs dans la Russie tsariste, et qui a été repris par de nombreux militants israéliens anti-occupation). Dans ce contexte, les groupes de résistants palestiniens se reconstituent, se renouvellent sans cesse. L'Autorité palestinienne collabore activement avec l'armée d'occupation pour les réprimer.

**Mai-juin 2021 :** la jeunesse palestinienne de l'intérieur se soulève contre l'oppression et l'apartheid et lance le mot d'ordre : « De la Méditerranée au Jourdain, nous sommes un seul et même peuple. »

### « Comment Israël a contribué à engendrer le Hamas » (Wall Street Journal)

On ne saurait parler de l'histoire du Hamas sans revenir sur la façon dont la constitution et le développement de ce mouvement ont été facilités par les autorités israéliennes. En 2009, un article du *Wall Street Journal* indiquait que « l'expérience d'Israël fait écho à celle des Etats-Unis qui, pendant la guerre froide, considéraient les islamistes comme un allié utile contre le communisme. Les forces antisoviétiques soutenues par l'Amérique après l'invasion de l'Afghanistan par Moscou en 1979 se sont ensuite transformées en Al-Qaïda ». L'enquête du journal précisait que « le gouvernement israélien a officiellement reconnu un précurseur du Hamas appelé Mujama al-Islamiya, enregistrant le groupe comme organisation caritative. Il a permis aux membres du Mujama de créer une université islamique et de construire des mosquées, des clubs et des écoles. Surtout, Israël est sou-

vent resté à l'écart lorsque les islamistes et leurs rivaux palestiniens laïques de gauche se sont battus, parfois violemment, pour avoir une influence à la fois à Gaza et en Cisjordanie. (...) A Gaza, Israël a traqué les membres du Fatah et d'autres factions laïques de l'OLP, mais il a abandonné les sévères restrictions imposées aux militants islamistes par les précédents dirigeants égyptiens du territoire ».

Le *Wall Street Journal* présentant les débats internes israéliens sur le sujet du Hamas note : « Lorsqu'il est devenu clair, au début des années 1990, que les islamistes de Gaza étaient passés d'un groupe religieux à une force combattante dirigée contre Israël – en particulier après qu'ils se soient tournés vers les attentats suicides en 1994 –, Israël a réprimé avec une force féroce. Mais chaque attaque militaire ne faisait qu'accroître l'attrait du Hamas auprès des Palestiniens ordinaires. »



Les forces israéliennes à l'approche de la bande de Gaza à Sdérot, le 9 octobre.

# Dossier Palestine

« La racine de la violence est l'oppression »  
(Jewish Voice for Peace)

François Lazar

À l'instar de l'éditorial du journal *Haaretz* (ci-contre), des réactions mettent en avant la responsabilité de Netanyahu, mais aussi de dizaines d'années d'occupation et de négation du droit à l'existence du peuple palestinien pour comprendre la situation actuelle. Pour Jeff Halper, résidant à Jérusalem et responsable du Comité contre les destructions de maisons (palestiniennes) (Israeli Committee Against House Demolitions - Icahd), « *L'icahd pleure la perte de toutes les vies, israéliennes et palestiniennes, que ce soit lors de l'incursion du Hamas ou au cours des représailles disproportionnées d'Israël. Toutes les vies sont précieuses, point final. C'est précisément pour cette raison que nous devons cependant mettre l'accent sur le contexte politique si nous espérons parvenir un jour à une résolution substantiellement juste et empêcher d'autres morts et souffrances. Le contexte est clair. Les Palestiniens n'ont jamais été en guerre contre les Juifs ; ils ont résisté à un projet colonial unilatéral, dont le but déclaré est la prise de pouvoir de leur patrie, la transformation de la Palestine en Israël et l'effacement du peuple palestinien, de sa culture et de son patrimoine. Les appels à "mettre fin à la violence" ne suffisent pas. Au contraire, ils créent une fausse dichotomie entre la conquête militaire, l'occupation, le déplacement, la répression*

« Décoloniser le système oppressif de l'apartheid. »

et les crimes de guerre d'un Etat colonialiste, d'une part, et la résistance d'un peuple colonisé sans Etat propre, sans armée et sans soutien des grandes puissances politiques, d'autre part. Sous couvert de "sécurité" et d'"autodéfense", les Etats-Unis et l'Europe ont soutenu le meurtre et le déplacement de Palestiniens par Israël – généralement qualifiés de "terroristes" – tout en ignorant et même justifiant le terrorisme d'Etat israélien. La seule façon de mettre fin à la violence et de sauver toutes les vies en Palestine/Israël est de décoloniser le régime oppressif d'apartheid et son occupation, en les remplaçant par un Etat démocratique offrant des droits égaux à tous (...). »

L'association américaine Jewish Voice for Peace a publié un communiqué titré « *La racine de la violence est l'oppression* ». Après avoir déclaré être terrifié par toutes les vies perdues, l'association affirme que « *depuis soixante-quinze ans, le gouvernement israélien maintient une occupation militaire des Palestiniens, appliquant un régime d'apartheid. Les enfants palestiniens sont arrachés de leur lit, lors d'attaques menées avant l'aube par des soldats israéliens, et détenus sans inculpation dans les prisons militaires israéliennes. Les maisons palestiniennes sont incendiées par des foules de colons israéliens ou détruites par l'armée israélienne. Des villages palestiniens entiers sont contraints de fuir, abandonnant les maisons, les vergers et les terres qui appartenaient à leur famille depuis des générations. L'effusion de sang d'aujourd'hui et des soixante-quinze dernières années remonte directement à la complicité des Etats-Unis dans l'oppression et l'horreur causées par l'occupation militaire israélienne. Nous nous engageons à intensifier nos campagnes de boycott, de désinvestissement et de sanctions pour mettre fin aux milliards versés dans la machine de guerre israélienne par les entreprises et les fondations privées. Inévitablement, partout dans le monde, les peuples opprimés chercheront – et obtiendront – leur liberté. Nous méritons tous la liberté, la sécurité et l'égalité. La seule façon d'y parvenir est d'éradiquer les sources de la violence, en commençant par la complicité de notre propre gouvernement.* »

Editorial du quotidien israélien *Haaretz* (8 octobre)

« Netanyahu porte la responsabilité de cette guerre entre Israël et Gaza »

« **L**e désastre qui s'est abattu sur Israël lors de la fête de Simchat Torah est clairement imputable à une seule personne : Benjamin Netanyahu. Le Premier ministre, qui s'est enorgueilli de sa vaste expérience politique et de sa sagesse irremplaçable en matière de sécurité, n'a absolument pas identifié les dangers dans lesquels il conduisait consciemment Israël en établissant un gouvernement d'annexion et de dépossession, en nommant Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir à des postes clés, en adoptant une politique étrangère qui ignorait ouvertement l'existence et les droits des Palestiniens.

M. Netanyahu tentera certainement de se soustraire à ses responsabilités et de rejeter la faute sur les chefs de l'armée, du renseignement militaire et du service de sécurité Shin Bet qui, comme leurs prédécesseurs à la veille de la guerre du Kippour, ont estimé que la probabilité d'une guerre était faible et que leurs préparatifs en vue d'une attaque du Hamas s'avéraient défectueux.

Ils méprisaient l'ennemi et ses capacités militaires offensives. Au cours des prochains jours et des prochaines semaines, lorsque l'ampleur des échecs des forces de défense israéliennes et des services de renseignement sera révélée, une demande justifiée de remplacement et d'inventaire ne manquera pas de se faire jour. Toutefois, l'échec de l'armée et des services de renseignement n'exonère pas M. Netanyahu de sa responsabilité globale dans la crise, puisqu'il est l'arbitre ultime des affaires étrangères et de la sécurité d'Israël. M. Netanyahu n'est pas un novice dans ce rôle, comme l'était Ehud Olmert lors



Une colonie israélienne en construction dans le secteur oriental de Jérusalem annexé par Israël, le 5 octobre.

de la deuxième guerre du Liban. Il n'est pas non plus ignorant en matière militaire, comme l'ont prétendu Golda Meir en 1973 et Menachem Begin en 1982.

M. Netanyahu a également façonné la politique adoptée par l'éphémère « *gouvernement du changement* » dirigé par Naftali Bennett et Yair Lapid : un effort multidimensionnel visant à écraser le mouvement national palestinien dans ses deux ailes, à Gaza et en Cisjordanie, à un prix qui semblerait acceptable pour l'opinion publique israélienne.

Dans le passé, M. Netanyahu s'est présenté comme un dirigeant prudent qui évitait les guerres et les pertes multiples du côté d'Israël. Après sa victoire aux dernières élections, il a remplacé cette prudence par la politique d'un « *gouvernement de droite* », avec des mesures manifestes prises pour

annexer la Cisjordanie et procéder à un nettoyage ethnique dans certaines parties de la zone C définie par Oslo, y compris les collines d'Hébron et la vallée du Jourdain.

## EXPANSION MASSIVE DES COLONIES

Ces mesures comprennent également une expansion massive des colonies et un renforcement de la présence juive sur le mont du Temple, près de la mosquée Al-Aqsa, ainsi que la vantardise d'un accord de paix imminent avec les Saoudiens, dans lequel les Palestiniens n'obtiendraient rien, et l'évocation ouverte d'une « *seconde Nakba* » au sein de sa coalition gouvernementale. Comme prévu, les signes d'une reprise des hostilités ont commencé en Cisjordanie, où les Palestiniens ont commencé à sentir la main plus lourde de l'oc-

cupant israélien. Le Hamas a profité de l'occasion pour lancer son attaque surprise samedi.

Surtout, le danger qui guette Israël depuis quelques années s'est pleinement concrétisé. Un Premier ministre inculpé dans trois affaires de corruption ne peut pas s'occuper des affaires de l'Etat, car les intérêts nationaux seront nécessairement subordonnés à la nécessité de l'extraire d'une éventuelle condamnation et d'une peine de prison.

C'est ce qui a motivé la mise en place de cette horrible coalition et le coup d'Etat judiciaire proposé par Netanyahu, ainsi que l'affaiblissement des hauts gradés de l'armée et des services de renseignement, perçus comme des opposants politiques. Le prix a été payé par les victimes de l'invasion dans le Néguev occidental. »

## En bref

### Bombes au phosphore (Le Monde, 10 octobre)

« L'armée israélienne a frappé avec des avions, des drones, mais aussi de la mer. Des sources locales à Gaza font état de l'utilisation du phosphore. A de nombreuses reprises, les avions israéliens ont lancé leur déluge de feu sans sommation. Samedi, dans la nuit, dix-huit membres de la famille Shabat ont été tués dans un bombardement, à Beit Hanoun, dans le Nord ; chez les Kouta, douze personnes ont péri sous leur maison pulvérisée. Dimanche, dans la soirée, et lundi matin, dix-neuf membres de la famille Abu Quta et dix-neuf personnes d'une autre famille, les Abu Hilal, dont des femmes et des enfants, ont été tuées à Rafah, dans le sud du territoire côtier. (...)

Environ 80 % de la population de Gaza est composée de réfugiés et de descendants de réfugiés, souvent originaires de l'est de l'enclave, là même où les combats se sont déroulés samedi et dimanche. Une population qui en a été expulsée en 1948, à la création de l'Etat hébreu. En 2018, le rêve du « retour » était au cœur des marches pacifiques organisées le long de la clôture de Gaza. »



Soldats israéliens protégeant une colonie.